

## Réponse à la consultation CRE n°2025-15

### Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

#### SYNTHÈSE

L'organisation actuelle de l'attribution de capacités de raccordement pour les projets de stockage d'énergie par batteries est défavorable au développement d'une filière structurée, éclairée et pleinement contributive à la transition énergétique.

Aucune autre industrie n'est contrainte de choisir les sites de développement de son activité dans le cadre d'un mécanisme reposant sur un jeu de vitesse pouvant se dérouler sur des laps de temps aussi courts que quelques minutes ou secondes.

Le mécanisme actuel favorise ainsi le développement de projets insuffisamment réfléchis au regard des enjeux locaux, notamment environnementaux, agricoles, urbanistiques, etc. Cette situation actuelle est propice à la multiplication de projets « fantômes », qui n'aboutiront pas à une mise en service effective et immobiliseront durablement des capacités réseau rares, au détriment des projets sérieux qui ont les compétences pour juger de la faisabilité d'un projet et pour amener celui-ci jusqu'en phase de construction en passant toutes les étapes de développement.

La présente consultation, engagée à la suite des dernières publications des données par RTE, confirme une problématique constatée par notre entreprise comme de nombreux acteurs de la filière. Elle soulève également des interrogations quant à la légitimité des allocations récentes, où il semblerait qu'un ou deux acteurs ont pu réserver une majorité des capacités disponibles. Une telle situation ne peut s'expliquer, soit que par une extrême rapidité d'action incompatible avec la réalisation d'études préalables sérieuses des sites concernés, soit par l'existence d'une asymétrie d'information, certains acteurs ayant potentiellement eu connaissance d'éléments stratégiques avant leur publication au reste du marché.

Aux yeux de Harmony Energy, la procédure de traitement de demandes de raccordement et d'attribution de capacités doit évoluer, afin de promouvoir le développement de projets réalistes et sérieux, d'améliorer l'efficacité et la visibilité pour l'ensemble des parties prenantes concernées : les développeurs de projets, les collectivités territoriales et le gestionnaire du réseau (RTE).

## INTRODUCTION

Harmony Energy France est ravie de contribuer à la consultation publique initiée par la CRE relative à l'évolution de la procédure de raccordement des installations de stockage d'électricité au réseau public de transport dans les zones à gabarit.

En tant que spécialiste du développement de projets de stockage HTB à grande échelle, disposant d'une expérience opérationnelle avérée, à la fois en France et à l'étranger, nous sommes directement confrontés aux limites et aux problématiques importantes du cadre actuel.

Notre dernier parc de stockage par batteries de Cheviré (100 MW / 200 MWh), situé à Nantes et inauguré le 16 décembre 2025 en présence de la CRE et de RTE, illustre notre engagement à livrer des tels projets.

Or, les dernières sessions de publication des capacités de raccordement des batteries via l'outil en ligne Cartostock (notamment pour les zones à gabarit solaire, mais aussi pour la période précédente sans gabarit) ont mis en évidence des dysfonctionnements profonds dans les mécanismes d'allocation de la capacité d'accueil, confirmant un phénomène de prédation (type "Far West") de capacité au détriment de projets et porteurs de projets matures.

Ces dysfonctionnements ne peuvent être comblés avec de simples ajustements transitoires et traduisent une inadéquation structurelle entre le niveau d'engagement requis pour réserver de la capacité HTB et la probabilité réelle de mise en service des projets concernés, et la qualité de ces derniers.

Dans ce contexte, la consultation engagée par la CRE constitue une étape nécessaire et importante. Toutefois, il nous semble que les propositions formulées à ce stade ne suffiront pas, en l'état, de répondre pleinement à l'enjeu central : garantir que la capacité de raccordement, ressource rare et stratégique pour le système électrique et la transition énergétique, soit prioritairement allouée aux projets de stockage les plus matures, les plus crédibles et les plus susceptibles d'être effectivement mis en service dans des délais compatibles avec les besoins du réseau.

La présente réponse aux sept questions présentées par la CRE vise à apporter une contribution à cette réflexion, en formulant une analyse des mécanismes envisagés et en proposant des évolutions permettant de concilier efficacité du réseau, équité d'accès et le développement « industrialisé » du stockage.

## RÉPONSES AUX SEPT QUESTIONS FORMULÉES PAR LA CRE

### **Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?**

Harmony Energy partage le constat formulé par la CRE : il n'est effectivement pas souhaitable que l'intégralité de la capacité de raccordement disponible dans les zones à gabarit (ou sans limitations) puisse être réservée par un nombre restreint d'acteurs, dès lors que cette situation accroît le risque d'immobilisation de capacités de réseau rares par des projets qui n'aboutiront pas à une mise en service effective.

En revanche, la concentration devient problématique dès lors qu'elle résulte non pas de la solidité industrielle des projets, mais de la seule capacité des acteurs à capter rapidement des capacités de raccordement. Aujourd'hui, un nombre restreint d'opérateurs parvient à s'approprier un volume important de capacités uniquement parce qu'ils ont trouvé des moyens d'être plus rapides pour déposer des demandes de PTF, sans initier en amont la moindre activité de développement, d'étude de site ou de sécurisation foncière.

Le cœur du problème n'est donc pas la concentration en tant que telle, mais l'absence de corrélation entre la réservation de capacité et la maturité réelle des projets, qu'elle soit foncière, technique ou financière.

Un acteur structuré, disposant d'une maîtrise foncière avérée, d'un projet techniquement conçu et d'une capacité financière démontrée, présente un risque nettement inférieur pour le système électrique qu'une multitude d'acteurs déposant des demandes opportunistes, sans intention ni capacité réelle de développer et mettre en service une installation de stockage.

La concentration observée aujourd'hui n'est donc pas une cause, mais un symptôme. La cause profonde réside dans l'absence de critères de maturité opposables en amont de l'allocation de la capacité de raccordement.

Enfin, au regard de la vitesse d'attribution des capacités observée lors des dernières mises à jour de Cartostock, le fait qu'un seul acteur puisse monopoliser une part très significative des capacités disponibles, sur plusieurs sites, interroge légitimement sur la méthode employée. Il apparaît en effet raisonnablement impossible d'étudier sérieusement un grand nombre de sites, d'en apprécier les enjeux locaux et d'arrêter des choix rationnels de développement dans des délais aussi courts, parfois réduits à quelques minutes voire secondes.

### **Question 2 HEF : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?**

Harmony Energy n'est pas favorable au processus proposé dans le document de consultation en l'état.

Le mécanisme envisagé, reposant sur un classement par préférences, un plafonnement à 20 %, et des vagues successives d'envoi de PTF, ne remet pas en cause la logique actuelle de prédation de la capacité réseau ; il en modifie principalement les modalités, au prix d'une potentielle complexification, voire en ajoutant une notion aléatoire au processus.

Plusieurs points soulèvent des difficultés majeures. Tout d'abord, le maintien de l'ordre d'arrivée comme critère décisif en cas d'égalité de préférence perpétue une logique de « course au clic ». Ce

fonctionnement favorise mécaniquement les acteurs capables d'automatiser grâce à une infrastructure IT dédiée au dépôt de demandes massives et simultanées, au détriment de la qualité intrinsèque des projets et de leur probabilité d'aboutissement.

Ensuite, le processus ne prévoit aucun filtre qualitatif en amont. Il demeure possible de réserver de la capacité sans maîtrise foncière, sans dépôt d'autorisation d'urbanisme, ni démonstration minimale de la viabilité technique du site au regard du poste et du gabarit concernés.

Enfin, le dispositif proposé déplace le problème sans le résoudre. Le plafonnement par acteur n'élimine pas la spéculation ; il incite simplement à l'optimisation technique et administrative des demandes.

En l'état, ce dispositif ne garantit ni l'allocation efficiente de la capacité, ni la réalisation effective des projets. Loin d'assainir la file d'attente, il risque d'institutionnaliser une « ruée vers l'or » (type Far West) où le succès dépendrait d'une logique de loterie ou de pure stratégie combinatoire (type « Puissance 4 »), au détriment d'une vision industrielle cohérente du stockage en France. Selon la méthode d'attribution proposée, basée sur la priorité des postes, le succès d'un acteur dépend des choix de "jeu" des autres opérateurs. Ce mécanisme introduit, au mieux, une part d'aléa, au pire, pourrait inciter certains opérateurs à collaborer pour élaborer une stratégie gagnante.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?**

Harmony Energy est favorable au principe visant à éviter qu'un acteur puisse monopoliser un marché et capter une part disproportionnée des capacités disponibles lors d'une même publication Cartostock.

Toutefois, le dispositif proposé apparaît à la fois insuffisant et juridiquement fragile. La définition de l'« opérateur », même adossée à l'article L.233-3 du Code de commerce, ne permet pas d'empêcher efficacement les stratégies de contournement via des sociétés tierces ou des structures non consolidantes.

Par ailleurs, cette limitation quantitative ne permet en aucun cas de distinguer les projets sérieux des projets opportunistes. Elle comporte ainsi le risque de pénaliser des acteurs sérieux disposant d'une capacité avérée à développer et livrer des projets, sans éliminer pour autant les projets « fantômes ».

Cette mesure ne peut donc être pertinente qu'en complément de critères de maturité obligatoires.

**Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?**

Harmony Energy considère qu'une limitation fondée sur la puissance cumulée réservée par opérateur et par publication pourrait être pertinente d'un point de vue système, dans la mesure où elle reflète la rareté physique de la capacité réseau.

En revanche, si cette mesure devait conduire, poste par poste, à un saucissonnage des puissances disponibles afin de "partager" un gabarit entre plusieurs acteurs, nous y serions défavorables. Un tel dispositif contraindrait les développeurs à dimensionner des projets sous-optimaux, dégraderait les CAPEX/OPEX et, in fine, renchérirait le coût global de l'équilibrage du réseau.

Le réseau doit raisonner en MW effectivement mobilisables et en projets techniquement optimisés, non en nombre de dossiers administratifs. Quoi qu'il en soit, cette question reste secondaire par rapport au problème principal : la sélection des projets continue de reposer sur un jeu de vitesse ignorant leur qualité et leur maturité.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?**

Cette mesure apporte un allègement marginal du point de vue opérationnel, mais elle reste sans impact sur le problème de fond.

En l'absence de critères de maturité, ce délai ne filtre en rien les projets opportunistes, qui demeurent précisément les mieux armés pour répondre instantanément : il ne change pas la nature des acteurs qui obtiennent les PTF, mais uniquement le temps dont ils disposent pour les accepter. Les véritables enjeux résident dans les conditions d'entrée en file d'attente et dans les exigences attachées à l'acceptation des offres.

**Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençage de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?**

Harmony Energy est d'avis que la problématique actuelle d'attribution de capacités de raccordement au réseau pour des projets de stockage d'énergie par batteries ne peut être résolue par un simple ajustement du séquençage temporel des PTF.

Elle appelle une évolution structurelle du cadre de sélection des projets. À ce titre, nous formulons les propositions suivantes :

- **Le jalonnement obligatoire des projets**

La mise en place des jalons de maturité opposables (maîtrise foncière, études environnementales, autorisations d'urbanisme) à respecter dans des délais définis, permettant de progressivement éliminer de la file d'attente d'accès au réseau les projets non viables ou purement opportunistes.

- **Une file d'attente dynamique fondée sur la maturité**

S'inspirer des modèles internationaux, notamment britannique, en instaurant une file d'attente dans laquelle les projets progressent en fonction de leur avancement réel. Le non-respect des jalons entraînerait automatiquement une perte de rang et la libération immédiate de la capacité correspondante.

- **Des critères de robustesse en cas de concurrence persistante**

Introduire, lorsque plusieurs projets sont en concurrence sur une même capacité, des critères qualitatifs objectifs tels que la solidité financière (éventuellement via un système de garanties), l'expérience du porteur de projet ou le niveau de sécurisation du foncier.

- **Le renforcement de la transparence du dispositif**

Publier de manière transparente les résultats des attributions et les critères effectivement appliqués, afin de garantir l'équité de traitement et de limiter les soupçons d'asymétrie

d'information ou d'accès privilégié (type « insider knowledge »), tels que pressentis pour les dernières éditions de Cartostock.

- **Encadrer les paiements de PTF**

Assurer un système de facturation des offres de raccordement, afin d'améliorer la robustesse du processus et d'éviter des paiements (Opérateurs <> RTE) aléatoires.

### Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

Afin de nourrir la réflexion sur l'évolution du cadre réglementaire, nous souhaitons soumettre à votre attention les risques suivants, qui pourraient entraver l'efficacité de la file d'attente et la gestion générale du raccordement de projets de stockage d'énergie par batteries :

- **Le risque de projets « fantômes » :**

Le système actuel favorise la multiplication de demandes opportunistes, effectué rapidement, sans considération des enjeux locaux, et sans garantie de réalisation effective. En l'absence de critères de maturité en amont, la file d'attente est mécaniquement saturée par des projets dont une part significative n'aboutira pas.

- **Risque d'asymétrie d'information et de rupture de l'équité entre acteurs :**

De nombreux retours de l'industrie font état de distorsions de concurrence majeures, alimentées par des soupçons persistants d'accès anticipé à des informations privilégiées stratégiques. Des acteurs bénéficiant de réseaux d'influence, semblent avoir pu anticiper les publications de gabarits, au détriment de la transparence du marché.

Si de telles pratiques étaient avérées, elles ne constitueraient rien de moins qu'une rupture d'équité de traitement entre les opérateurs. Dans cette hypothèse, une simple correction à la marge ne suffirait pas : une remise à plat complète du système serait indispensable, incluant la récupération et réattribution des capacités indûment réservées.

Un retour à un processus sain via une réinitialisation des étapes de Cartostock (1.0 sans limitation, puis 2.0 avec gabarits solaires) serait une mesure à même de restaurer la confiance nécessaire des acteurs envers le gestionnaire de réseau et son régulateur.

- **Contournement via des structures ad hoc:**

La définition actuelle de l'opérateur ne permet pas d'empêcher efficacement les stratégies de contournement reposant sur des sociétés dédiées. Une clarification et un renforcement de cette notion sont nécessaires pour garantir l'effet des règles proposées.

- **Risque de désalignement réglementaire entre filières :**

Les règles envisagées dans le document de consultation sont inédites par rapport à celles applicables à d'autres usages du réseau (PV, éolien ou aux datacentres). Il convient de veiller à ce que le stockage ne soit pas désavantagé, alors même qu'il constitue un levier essentiel de flexibilité et de robustesse du système électrique.

## CONCLUSION

La question fondamentale n'est pas de savoir qui arrive en premier, mais qui est réellement prêt, et quels projets pourront aboutir afin de contribuer positivement à la transition énergétique.

L'introduction au document de consultation, signée par Emmanuelle Wargon, Présidente de la CRE, souligne explicitement que les modalités d'envoi des PTF doivent permettre d'éviter qu'un nombre important de projets n'aboutissent pas.

Or, sans l'intégration de critères de maturité foncière, technique, et financière, soit en amont de l'allocation de capacité, soit comme mécanisme de filtrage effectif de la file d'attente en cours, les ajustements proposés se contenteront de déplacer la prédation sans améliorer l'efficacité du réseau, ni le taux de réalisation des projets, et n'aurait in fine peu d'effet sur le nombre de projets qui n'aboutiront pas.

Pour Harmony Energy, l'évolution de la procédure doit impérativement répondre à cinq exigences :

1. Promouvoir le développement sérieux de la filière du stockage, en incitant le déploiement de projets raisonnés intégrant les enjeux techniques, environnementaux et territoriaux propres à chaque site ;
2. Garantir un accès équitable en éliminant les projets spéculatifs non viables ;
3. Sanctuariser la transparence absolue des modalités d'attribution et de classement ;
4. Assurer la robustesse juridique face aux stratégies de contournement (notamment via des structures ad hoc ou des processus de paiements optimisés) ;
5. Prioriser la maturité opérationnelle des projets pour s'assurer qu'un maximum des MW réservés soient effectivement construits et mise en service.

Il est impératif de modifier dès à présent le système d'attribution des capacités de raccordement des projets de stockage. Le modèle actuel (de type « Far West ») n'est pas en adéquation avec les changements nécessaires pour accompagner la transition énergétique.